

POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE

“Reflexions” a pour but d’inciter à la réflexion les progressistes. Les articles que nous publions sont des contributions pour en susciter d’autres. N’hésitez pas à nous écrire ?

Sommaire

P1 édit. Ne pas entrer dans le jeu politicien
P2 Point de vue : les échéances électorales
P3 et 4 L’idéologie de la décroissance.
P5 Réflexions sur les services publics.
P6 International, quoi de nouveau ?
P7 Le bal des hypocrites
P8 Emeute dans les banlieues. Union de la Gauche, nième

NE PAS ENTRER DANS LE JEU POLITICIEN

Les dirigeants capitalistes et les gouvernements s’appuient sur la rapidité des échanges d’informations, de marchandises et d’hommes, que permettent aujourd’hui les avancées scientifiques et technologiques, pour généraliser une concurrence brutale dans tous les pays et entre tous les pays. Ils n’envisagent pas de lier l’abaissement des frontières à des mécanismes d’harmonisation des droits politiques et sociaux et des normes écologiques. C’est tout de suite qu’ils veulent faire un profit maximum. Globalement, les salariés paient une bonne part de la note, même si une partie d’entre eux bénéficie de la mondialisation dans les pays en développement rapide comme la Chine ou ceux que les capitalistes rémunèrent bien pour faire tourner les entreprises et les services (salaire au mérite, etc).

Pour participer à cette compétition mondiale, le MEDEF et le gouvernement français font des réformes visant à abaisser le prix du travail. Cette politique engendre en France un grand mécontentement des salariés comme le montre l’ampleur de journée de mobilisation du 4 octobre 2005. Malheureusement, *le mouvement unitaire n’est ni assez puissant ni assez solide pour mettre en échec la politique du gouvernement et contraindre les confédérations à l’action sur des revendications clairement formulées ; de plus le niveau de conscience politique ne permet encore pas que se dégage une perspective de changement politique pour encourager le développement de l’action des salariés. Bien sûr les*

partis de gauche se montrent dans les manifestations, mais ils ne prennent pas d’initiative pour amplifier ce mouvement. Avec la presse et les autres hommes politiques, ils nous parlent surtout d’autre chose : la rivalité Sarkozy-Villepin à droite, que Bayrou voudrait bien arbitrer, les rivalités entre les dirigeants du PS et le débat entre les autres partis de gauche, sur la question d’un candidat commun aux élections présidentielles de 2007. Au passage, les partis de gauche escamotent leur contradiction de fonds : comment peuvent-ils prétendre développer l’emploi alors que beaucoup penchent pour la décroissance économique et qu’ils refusent les avancées technologiques essentielles comme le nucléaire, les OGM végétaux, les nanotechnologies...

Ne plongeons pas dans les discours politiques. Ce qui est urgent, c’est de faire s’exprimer plus fort le mécontentement des salariés et des chômeurs. C’est sur leurs revendications, leurs exigences que doivent prendre position les hommes politiques. C’est la seule manière d’obtenir des changements favorables aux salariés maintenant et...en 2007.

Réflexions

*

Point de vue

*

Les échéances électorales de 2007

Le référendum du 29 mai dernier marque un tournant dans la politique française dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. Il y a eu un véritable retour du débat politique dont les citoyens se sont emparés pour ouvrir une nouvelle perspective de changement durable. Il faut rappeler rapidement quel était le positionnement des partis et de leurs objectifs avant la campagne du référendum. Des partis de droite (UMP, UDF, FRONT NATIONAL) jusqu'à une grande partie du PS le consensus s'était établi qu'il fallait accepter les conséquences de la mondialisation capitaliste : la production doit servir à la recherche du profit boursier en permettant de licencier, de faire baisser le coût du travail pour faire monter le taux de profit. D'où le jeu de massacre des délocalisations qui s'est mis en place depuis des années. Rappelons ces derniers jours l'exemple de Hewlett Packard et les attaques contre les entreprises publiques EDF, AREVA ;SNCM.

Le consensus politique était si grand entre ces partis à l'exception du PCF et des formations d'extrême gauche (LCR, LO, ainsi que des organisations altermondialistes (ATTAC...) que la bourgeoisie, qui nous gouverne alternativement avec un gouvernement de droite,, puis de gauche (voir l'expérience JOSPIN de 1997 à 2002), avait décidé de franchir une étape supplémentaire avec la programmation du référendum sur l'Europe qui devait graver dans le marbre les dogmes de l'ultralibéralisme. Vu la situation politique à la veille

du référendum, un succès facile du oui était prévisible !!

Face aux menaces qui pesaient sur les acquis sociaux comme l'existence de nos services publics, les régimes de la sécurité sociale et des retraites avec l'introduction dans la constitution européenne de la « concurrence libre et non faussée », le PCF décidait pratiquement seul de mener une campagne publique pour dénoncer le contenu ultra libéral de la constitution et le faire repousser par notre peuple (à quelques mois du référendum, le OUI était donné gagnant à 65 %). Les arguments développés contre le rôle de la banque centrale européenne favorisant toujours plus le capital, le dumping social avec les niveaux de salaires différents dans les pays européens favorisant les délocalisations ont rencontré un écho croissant dans le pays traduisant le raz le bol des salariés face aux solutions libérales, seules perspectives politiques à long terme.

Les échéances politiques de 2007 se présentent dans ce contexte de la victoire du NON et du recul de la résignation des salariés. Avec la large discussion qui s'est ouverte partout, il convient de réfléchir ensemble à la question d'une véritable alternative politique à notre société ultra libérale. L'expérience du référendum montre que le PCF doit se faire le porte-parole d'un changement véritable lors de l'élection présidentielle et doit être présent au premier tour, ce ne sera pas un handicap au contraire, l'exemple du référendum est là pour le démontrer.

Jean-Michel Biquard

Perplex

Combien de peuples ? C'est la question que je me pose après l'intervention de Pascal Salvodelli au conseil national du PCF de juin 2005. « Un parti communiste qui entend rassembler majoritairement la peuple de gauche, qui prolonge l'initiative unitaire à l'origine de la victoire du « non » pour faire respecter la décision du peuple... en n'excluant personne, quelqu'ait été son vote » a-t-il déclaré.

En trois lignes, il y tout et son contraire. Rassemblement du peuple de gauche et ... exclusion de personne quel que soit le vote !!! Le peuple de gauche kesako ? cela sort d'où ce machin ? Cela correspond à quelle réalité historique et sociologique ? S'il y a un peuple de gauche, il y en a un de droite et peut être aussi un du centre ! Qu'est ce que l'on fait de ces gens là ? Un peu confus tout ça ! Il n'y a qu'un peuple : le peuple français. Il fut un temps où le PCF se proposait de rassembler le peuple de France, mais c'est si loin.

**

L'idéologie de la décroissance

Les organisations anti-OGM ont toutes pour dénominateur commun d'être anti-nucléaire et anti-nanotechnologie. Le refus des OGM est l'expression d'un refus global de la technologie vécue comme le vecteur d'une oppression, celle de la technoscience au service des groupes capitalistes. Pour les concepteurs de l'idéologie de la décroissance, la technoscience est l'alliance objective de couches professionnelles et du capital. Les travailleurs scientifiques de par leur activité professionnelle pousseraient au développement de la technologie pour elle-même, indépendamment de la société aidant ainsi à l'accumulation du capital. Il y aurait ainsi 20000 chercheurs et 55000 enseignants-chercheurs qui en France seraient les alliés objectifs du capital ! La science serait ainsi une sorte de tumeur sociale qui de façon non contrôlée dégraderait la nature et aiderait l'exploitation capitaliste. Produire de la technologie pour la technologie s'appelle le productivisme puisque la technologie n'a pas d'autre but que de produire des biens matériels qui sont sources de profits pour les groupes capitalistes. Le moyen de réduire la prolifération technologique et le productivisme est la décroissance, c'est-à-dire la diminution régulée de l'activité de production.

Une vieille idée

L'idéologie de la décroissance n'est pas nouvelle. Elle fut conceptualisée pour la première fois en 1972 par le Club de Rome (groupe de réflexion regroupant des patrons d'industrie, des hommes politiques et des journalistes européens) qui recommandait de diminuer l'activité économique afin de protéger la nature. L'argumentation n'était qu'un paravent permettant de justifier les fermetures massives d'entreprises que le patronat européen préparait confronté à la crise de la suraccumulation de son capital. Les licenciements massifs ont d'abord touché le secteur productif puis l'ensemble des services. L'élargissement de la crise à d'autres couches salariales que la classe ouvrière a généré le mouvement écologique et plus tard ATTAC qui a profité de l'espace ouvert par l'effondrement du socialisme. Si le discours d'ATTAC diffère de celui des écologistes par un contenu économique et social plus soutenu, il se confond avec lui par son refus des technologies et l'idéologie de la décroissance. Pourquoi la presse bourgeoise (Le Monde, Libération, Le Nouvel Observateur, ...) et les médias sont-ils aussi bienveillants avec ceux qui sont censés lutter contre l'ordre des multinationales ? Des années de plans de licenciements massifs, d'écrasement de la masse salariale, de compression des dépenses

sociales ont laminé le pouvoir d'achat et rendu exsangue la demande intérieure. Cette politique menée depuis le milieu des années 70 a eu pour effet de réduire la natalité. Salariés comme les hommes, les femmes sont en concurrence avec eux sur le marché du travail. Cette concurrence les défavorise du fait de la maternité. Les femmes accèdent à des niveaux de qualification et de responsabilité de plus en plus élevés ce qui retarde d'autant la maternité compte tenu des pressions à l'embauche et rend par la même plus aléatoire la naissance d'un deuxième enfant. Conséquence, dans les 30 prochaines années les effectifs des populations de la plupart des pays européens vont régresser et de façon notable, ainsi l'Allemagne verra sa population passer d'ici 30 ans de plus 80 millions d'habitants à environ 55 millions. La Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas sont logés à la même enseigne. Les perspectives de l'Espagne sont autres, elle profite toujours de l'essor démographique de l'après-franquisme. Quant à la France, les perspectives démographiques sont positives compte tenu des populations immigrées.

Justifier des choix stratégiques

Or les forces dominantes en Europe s'appuient sur ces perspectives pour justifier leurs choix stratégiques. À savoir investir à minima en Europe pour mieux se battre sur les marchés asiatiques en particulier chinois. Investir en Europe compte tenu des perspectives démographiques nécessiterait une politique nataliste, c'est-à-dire de réorienter les finances dans le sens de la valorisation de la force de travail, au niveau de l'Etat (crèches, écoles, santé, protection sociale, etc.) et des entreprises (salaires, conditions de travail...) ce qui aurait pour conséquence la diminution du taux de profit et nécessiterait la réorientation du système de crédits ! Les perspectives démographiques représentent pour les forces dominantes l'opportunité de diminuer encore plus tout ce qui directement et indirectement rémunère la force de travail afin d'aider à l'accumulation du capital pour aider ce dernier à se battre sur les marchés dits émergents où les taux de profit sont considérables. Le capital européen entend investir à minima en Europe, ses choix de développement sont ailleurs ! Les conséquences de ces choix sont terribles pour le salariat : encore moins de dépense sociale, encore plus de précarité, avec son cortège de misères. 10 % de la population de l'Île de France, 30 % de celle d'Auray dans le Morbihan vivent ainsi en dessous de seuil de pauvreté, combien dans 30 ans ! et l'on ose nous parler de productivisme comme si l'on produisait trop alors qu'il y a sous consommation, qu'il y a écrasement de la demande intérieure, par des décennies de déflation salariale ! C'est une Europe singulièrement appauvrie qui se profile. La diminution considérable de la population active s'accompagnera inévitablement de la réduction

d'activités de production et de service. La recherche ne sera plus tirée par la société et ne bénéficiera plus du développement de cette dernière.

Une idéologie mise en pratique

Quelle aubaine pour le capital, le mouvement alter mondialiste et les verts justifient ses orientations avec l'idéologie de la décroissance. Mais, ils ne font pas que théoriser cette idéologie, ils la mettent en pratique. Le 31 juillet 2003, les alter mondialistes n'ont pas manifesté lorsque l'OMC décidait à Genève de signer un accord-cadre qui mettait fin aux subventions agricoles à l'exportation. Ils rejoignaient la position des partisans au sein de l'OMC de la dérégulation la plus totale du commerce agricole, sous prétexte que seuls les gros exploitants bénéficient des aides à l'exportation et que leur suppression permettrait au pays en voie de développement d'accéder à la souveraineté alimentaire. Les pays en voie de développement réfutent la souveraineté alimentaire car elle les maintient dans le sous-développement. L'enjeu de la lutte n'est pas de passer ou de ne passer d'accords de commerce avec des pays développés ou des multinationales, mais le contenu de ces accords. La suppression des aides va accroître la guerre économique et donc la dérégulation. Sans aide à l'exportation par combien va être divisée la production nationale de céréales, que vont devenir les terres actuellement cultivées ? Des jachères ? Les écolos pourront ensuite comme dans les Alpes y introduire des loups ! Les cultivateurs de maïs sont montrés du doigt, alors que dans le même temps, les écolos et alter de ceci et de cela s'opposent à la création de bassins de réserves d'eau pour lutter contre le productivisme. Rappelons que seulement 5,7 % des terres agricoles cultivées sont irriguées par des systèmes artificiels d'approvisionnement, et que l'irrigation est indispensable à l'indépendance alimentaire de la France ! Les Verts et les alter mondialistes d'ATTAC sont en train de contribuer à liquider l'agriculture nationale.

Qu'en disent les forces politiques ?

Comment se positionnent les forces politiques ? Du côté de la coalition du « Non » anti-libéral c'est l'unisson derrière les thèses d'ATTAC et des Verts. Puisque MG Buffet et O Besancenot n'ont cessé de

faire estrade avec F Bavray et J Bové tous deux partisans déclarés de la décroissance. Le PCF pour ce qui le concerne met de plus en plus en avant l'idéologie de la décroissance dans les colonnes de l'Humanité et dans des débats comme à la fête de l'Humanité et des colloques (voir séance du 8 février de l'Observatoire des Mouvements de Société thème : société quel mode développement promouvoir et du 23 et 24 septembre « Pour un développement durable et solidaire » avec J Attali et C Lepage ! !). Il le fait d'une façon tout à fait hypocrite, il laisse ses invités mettre en avant cette idéologie, sans à aucun moment les critiquer et progressivement il l'instille dans son discours. Le PS a fait le même choix que le SPD allemand qui a décidé de fermer progressivement les centrales nucléaires. La fermeture de Super Phénix et la décision de ne pas développer le synchrotron Soleil (qui a été quand même été construit grâce à la lutte des personnels de leurs organisations syndicales et de la direction du CNRS !) en dit long sur la façon du PS d'aborder les enjeux du développement. À droite, la situation est un peu plus complexe. L'implication du gouvernement français (tout du moins le couple Chirac, Barnier) a joué un rôle déterminant dans le démarrage d'Iter, même si beaucoup de concessions ont été faites au Japon. Il n'est pas évident que Sarkozy soit sur la même longueur d'onde, compte tenu de son alignement sur les USA. Il reste au sein de l'UMP, un courant faiblissant issu du RPR réminiscence du gaullisme qui reste conscient de la nécessité de maintenir la France à un certain niveau technologique. Mais cette volonté se heurte à la réalité des orientations du capital qui a décidé comme décrit plus haut de se développer essentiellement sur le marché asiatique. En ce qui concerne « la gauche du non », on baigne dans l'hypocrisie sans limite ; d'un côté, elle condamne les mesures anti-sociales du gouvernement, elle soutient les travailleurs en lutte contre les fermetures d'entreprises et de l'autre elle alimente un courant qui promeut la diminution des capacités de production, la diminution de la production des richesses, au détriment du pays des conditions de vie des salariés.

Gilles Mercier

Aidez-nous en versant à Réflexions

CCP 4210612 T033

REFLEXIONS SUR LES SERVICES PUBLICS

On entend beaucoup de discours sur la défense des services publics et des entreprises publiques. Il est facile de comprendre que les Français en général veulent continuer de bénéficier à un prix raisonnable du train, de la Poste, de l'Education Nationale, etc. C'est une revendication juste, mais pour autant les entreprises publiques, les services publics ne doivent-ils pas s'améliorer ? D'autant que les services publics ne sont pas gratuits pour la Collectivité nationale. En plus, est-il si facile de justifier certains monopôles publics ? Cela amène à examiner des questions de fonds sur leur coût et sur leur place.

Première question : Doit-on se soucier de leur rentabilité ? Certains disent que leur prix ou leur coût n'est pas un problème. Nous n'aurions pas à nous en soucier. Il faudrait évaluer seulement la rentabilité sociale. En plus le mot « coût » serait une sorte de « gros mot » capitaliste. Je crois que c'est erreur grave. Dans un pays, il faut produire plus de richesses que de dépenses sinon le pays s'appauvrit et sa population avec. Il faut donc éviter les dépenses qui ne sont pas vraiment justifiées. C'est la même chose pour un service public que pour une entreprise. Pour un service public, c'est l'usager ou le contribuable qui payent. On entend trop souvent dire que « la princesse » (l'Etat ou la Collectivité locale) peut payer. Surtout que la comparaison avec le coût d'entreprises étrangères à service égal peut accabler un service public qui ne serait pas efficace. Certains n'attendent que ça pour réclamer la privatisation même s'ils aiment bien privatiser des entreprises rentables (Autoroutes, GDF, EDF, ...).

Deuxième question : Certaines entreprises publiques considérées par l'opinion publique comme des services publics n'ont elles que des activités de service public ? On est loin du compte et cela rend difficile leur défense comme service public. Les exemples sont nombreux. Les vols en Concorde d'Air France pouvaient-ils être considérés comme du service public ? Dans ce cas, Air France est une entreprise à capitaux d'Etat qui est présente sur un marché mais pas un service public.

La SNECMA et les constructeurs d'avions à capitaux publics ne pouvaient pas non plus prétendre être des services publics.

Même EDF n'est pas seulement un service public. Pour toute son activité à l'étranger, qui

représente une part non négligeable de son chiffre d'affaires, c'est une entreprise qui joue sur des marchés comme n'importe quelle entreprise capitaliste. Pourtant personne en France, lorsque se présente une menace de privatisation, ne propose de séparer la partie service public national de l'activité capitaliste à l'étranger. Et quand l'ouverture à la concurrence se pose en France, beaucoup refusent de voir que EDF concurrence des entreprises étrangères sur leurs marchés. Ne faites pas chez nous ce que nous faisons aux autres ! En plus le monopôle de production n'est pas tenable quand il y a des pannes techniques ou de graves aléas climatiques. La vraie question stratégique c'est le monopôle de la distribution pour des raisons de sécurité.

Toutes les activités de La Poste ne peuvent pas non plus justifier le monopôle. À partir de quelle taille un paquet, un pli, peut-il être considéré du ressort exclusif de la Poste ? Bien difficile de répondre. Encore pire pour le téléphone avec le portable qui n'utilise pas de lignes fixes au sol et les échanges vocaux par ordinateurs. Quant aux colis dans les échanges internationaux, le monopôle risquerait de ralentir les transports si on doit prendre en route obligatoirement une entreprise qui peut avoir des difficultés à être disponible tout le temps.

Et l'on pourrait développer d'autres exemples.

En final, force est de constater qu'en matière de services publics, les discours idéologiques, qui ne prennent pas en compte les réalités, sont loin d'être convaincants et peuvent être contre-productifs. J'ai tendance à penser qu'il s'agit de discours qui ne sont « révolutionnaires » qu'en apparence, voire plutôt conservateurs. Aujourd'hui, garder des entreprises à capitaux publics (EDF, SNCF, France Télécoms, ...) et des Administrations Publiques (Education Nationale, Equipement, ...), bien gérées, sans leur imposer des contraintes non compensées financièrement par les Collectivités nationales et locales, me paraît un objectif plus juste que de prétendre systématiquement imposer des monopôles publics. Cela est même valable pour certaines Administrations. Par exemple, serait-il juste d'imposer un monopôle public pour la formation et la recherche qui existent aussi dans les entreprises auprès de la production qui en a besoin ?

Michel Pierre

Perplex

Les partisans du non du gauche (PCF, LCR) et du oui de gauche (PS, Verts) au référendum dans un communiqué commun ont apporté leur soutien à la journée du 4 octobre ! Le oui et le non ne sont pas apparemment si dissemblables, le oui du PS et des Verts n'est pas si libéral que cela puisqu'ils soutiennent les salariés en lutte. Il est vrai que 2007 se profile et que les voix des manifestants seront nécessaires pour la constitution d'une majorité de rechange. Celui qui est à l'initiative de ce soutien de sommet, c'est... le PCF ! Et c'est lui qui a imposé la LCR au PS, ce dernier n'étant pas très chaud à cosigner avec le groupuscule trotskiste ! Mais après tout au 2^e tour de 2007, toutes les voix seront bonnes à prendre.

*

International quoi de nouveau ?

Il est bien fini le temps où la France s'opposait fermement, jusqu'à évoquer son droit de veto, à la caution par l'ONU de l'invasion de l'Irak par les américains épaulés par les Anglais. Progressivement, cette attitude courageuse va céder le pas à un alignement sur les Etats-unis.

Ainsi, l'ONU va entériner l'invasion de l'Irak. La France va adopter toutes les résolutions de l'ONU allant dans ce sens : installation d'un gouvernement par les américains, élections, constitution qui consacre la fin de l'entité nationale irakienne. L'Irak est à feu et à sang. Opérations meurtrières, bombardements massifs, tortures, Guantanamo, attentats à répétition... Grâce à nos "amis américains", un épouvantable chaos s'est installé en Irak. La France a avalé toutes les couleuvres. Elle n'est pas la seule. L'ONU aussi. Elle s'apprête à cautionner la comédie de jugement de Saddam Hussein. En fait celui-ci est une marionnette sanglante manipulée par les occidentaux. Les Etats unis s'en sont beaucoup servi, mais la France aussi. Tant sur le plan économique (le pétrole n'a pas d'odeur !) que militaire. Il s'agit de cacher par un procès truqué le rôle trouble des occidentaux dans la guerre Iran Irak, dans le soulèvement des chiïtes, les turpitudes de l'opération "pétrole contre nourriture". Chut, ne parlons que des exactions de Saddam contre un petit village d'où était parti un attentat contre lui !

Ce glissement s'illustre aussi par le tintamarre orchestré contre la Syrie par les Etats-Unis et la France au travers de la résolution 1559 (présentée par la France et les EU). Vite, ordonne-t-on à la Syrie: 'évacuation des troupes syriennes, désarmement du Hezbollah. Vite, disent les Américains ! Quoique concèdent les Syriens, ce n'est pas suffisant. En fait les EU veulent mettre en Syrie un régime à leur botte pour conforter leur influence et leur allié israélien. La France à sa botte à elle. Et vive la démocratie en Syrie et l'indépendance du Liban ! On peut s'étonner quant même de l'attitude de l'autruche de la France quand à la violation de toutes les résolutions de l'ONU par Israël ! et des violations des libertés en Tunisie, en Algérie au Maroc, en Egypte, en Arabie saoudite... ! L'attitude vis-à-vis de l'Iran souligne aussi cet alignement. On a droit à un véritable bombardement médiatique contre l'Iran mêlant technologie et démocratie. La question se pose : pourquoi l'Iran n'aurait-il pas le droit de développer le nucléaire civil ? Parce que du civil, on peut passer au militaire. C'est vrai. Mais alors pourquoi la France a-t-elle fourni dès les années 60 tout ce qu'il fallait à Israël pour maîtriser le civil ...et le militaire ? Israël, gendarme des EU au Proche-Orient est le seul Etat de la région à posséder l'arme nucléaire (200 bombes atomiques). Vous trouvez ça rassurant ? Or, les pays occidentaux restent bouche cousue. Par contre sus à l'Iran ! La vraie

solution n'est-elle pas le désarmement atomique contrôlé de cette région et, au-delà, du monde entier. Comment justifier, sinon par une volonté de domination, le monopole militaire nucléaire des cinq grands et de leurs affidés.

Enfin le Proche-Orient illustre aussi l'agenouillement de la France devant ami américain" ; La France est muette sur ses propositions pour aboutir à la paix dans cette région. Pourtant Chirac (et d'autre aussi à gauche comme à droite) a longuement loué, lors de son passage à Paris en juillet, Sharon homme de paix" pour son désengagement de Gaza". Alors que le plan Sharon pour annexer une partie de la Cisjordanie et Jérusalem Est et réduire l'état palestinien à un état croupion est du domaine public. Par contre quand M Abbas est passé à Paris en octobre. Chirac n'a sorti que des banalités (la fin de la violence, bla bla...). Rien sur le fond. À Bush de jouer.

Il y aurait bien d'autres sujets qui souligne l'alignement sur les Eu. Engouement pour la révolution orange d'Ukraine", silence sur les "prisons fantômes" de la CIA dans des pays de l'Est, au Moyen Orient ou d'Asie, où la pratique de la torture est possible.

Alors que monte dans le monde une exigence de pluralisme face à l'hégémonie américaine, la France n'à rien à gagner à un tel alignement René Malzieu

Perplex

On n'arrête pas le progrès ! En Italie la gauche vient d'inventer les primaires pour en fait désigner le candidat chargé de conduire la coalition qui devrait prendre la suite de "l'Olivier", nom de la coalition gagnante aux élections de 1996 mais qui ne fut qu'un avatar de plus de l'Union de la gauche. Certains disent que cette expérience peut apporter d'importants sujets de réflexion pour l'ensemble de l'Europe. Je vois mal ce système prévaloir dans la gauche française qui a sa bonne vieille méthode d'union de la gauche pour essayer de gagner les élections.

REFLEXIONS POUR UN MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE MODERNE. PERIODIQUE TRIMESTRIEL

Directeur de publication : Françoise Courtin. Rédaction : Gilles Mercier

Imprimé dans nos locaux, 8 rue Hélène Boucher 94320 Thiais

Commission paritaire 74977. N° ISSN 1249.1012

Adresser la correspondance à Gilles Mercier 10 rue Champollion 94400 Vitry-sur-Seine

Privatisation d'EDF, le bal des hypocrites

Du côté du PS, c'est l'indignation. F Hollande, particulièrement remonté, dénonce une « faute grave », L Fabius parle de renationaliser. Pourtant, les mêmes, quatre années auparavant préparaient la privatisation. Jospin Premier ministre d'un gouvernement qui avait privatisé Air France, l'Aérospatiale, France Télécom, avait accepté à Bruxelles l'ouverture à la concurrence du marché du gaz et de l'électricité. Pour L Fabius, il fallait alors ouvrir le capital d'EDF afin de lui donner « les moyens de son développement industriel et la possibilité de nouer des alliances internationales ». D Strauss Kahn, lui, dans son livre « La flamme et la cendre » expliquait que la part de l'Etat pourrait descendre en dessous des 50 %, seuil qui n'était pas selon DSK « gravé dans le marbre ». Une fois dans l'opposition le syndrome de l'amnésie frappe de façon impitoyable !!!

À côté du PS, même scénario ! Le PCF comme les Verts ont oublié qu'ils ont participé à un gouvernement dit de la « la gauche plurielle » qui avait le plus privatisé! Ils n'ont rien dit lorsque EDF s'est implanté à l'étranger comme n'importe qu'elle société capitaliste en rachetant les actifs des concurrents. Ils font tous comme si EDF était une entreprise strictement localisée en France alors qu'elle est présente dans 22 pays (35 % de son chiffre d'affaires vient de son activité internationale). Ils feignent d'ignorer qu'EDF a annoncé qu'elle était intéressée en Grande Bretagne par l'exploitation de nouvelles centrales nucléaires et par l'acquisition de participations dans des gisements de gaz, ce qui revient à concurrencer GDF.

EDF, comme le dieu Janus, a deux visages. L'un de service public et l'autre d'entreprise capitaliste. Deux logiques pour une même raison sociale, l'une doit l'emporter sur l'autre et c'est forcément la logique capitaliste. Cette dernière repose sur l'ouverture des frontières à la production et à la distribution d'énergie. Aucun gouvernement ne peut accepter qu'une entreprise propriété à 100% d'un autre Etat joue un rôle déterminant dans la production de son énergie. La privatisation était en germe dans l'internationalisation de l'activité d'EDF. La seule solution pour défendre le service public est la création de deux entreprises correspondant chacune à ses

deux logiques. L'une tournée uniquement sur la production nationale d'énergie avec le statut d'entreprise publique et l'autre tournée vers la production d'énergie à l'étranger, de droit privé, dont EDF et l'Etat seraient actionnaires majoritaires. Défendre le statut actuel avec l'activité internationale d'EDF relève de l'idéologie. Il est quand même curieux que personne ne remette en cause la séparation effective en deux entreprises l'une de production (EDF en cours de privatisation) et l'autre de distribution qui reste propriété de l'Etat. Comment EDF pourra-t-elle avoir une stratégie de développement si elle ne maîtrise pas son réseau ?

Dans le cas d'un retour aux affaires du PS, ce dernier ne serait nullement mis en difficulté par une revendication juste dans son principe mais inapplicable car ne tenant pas compte de la réalité.

La défense d'EDF implique la défense de l'énergie nucléaire. Or, le rassemblement anti-privatisation est composé pour l'essentiel d'organisations antinucléaires, (Les Verts, La LCR, SUD, Les alternatifs, etc...), le PCF quant à lui n'a toujours pas pris position sur l'EPR. Rappelons que le gouvernement de la gauche plurielle a fermé **Super Phœnix** et dans une tribune libre du quotidien « Le Monde » datée du 28/10/05 intitulée « Quelle écologie pour le socialisme ? » Géraud Guibert membre du conseil national du PS écrit « Les trois milliards d'euros que coûte le nouveau réacteur nucléaire EPR... seraient bien mieux utilisés pour aider à une meilleure isolation thermique des logements ou accélérer la recherche-développement, par exemple en matière d'énergie solaire ». Rappelons que pour des raisons physiques les rendements de l'énergie solaire sont très faibles, ce qui réduit cette énergie à des usages locaux non industriels.

Hypocrite vient du grec huppocrites qui signifiait le comédien, celui qui se cachait derrière un masque, (dans la Grèce antique les comédiens étaient masqués). Pour tout ce joli monde, la protestation contre la privatisation n'est qu'un masque qui sert à donner le change, car cette protestation non seulement ne prend pas en compte la réalité d'EDF mais repose sur une vision malthusienne du développement.

GM

Perplex

Les partisans du non du gauche (PCF, LCR) et du oui de gauche (PS, Verts) au référendum, dans un communiqué commun, ont apporté leur soutien à la journée du 4 octobre ! Le oui et le non ne sont pas apparemment si dissemblables, le oui du PS et des Verts n'est pas si libéral que cela puisqu'ils soutiennent les salariés en lutte. Il est vrai que 2007 se profile et que les voix des manifestants seront nécessaires pour la constitution d'une majorité de rechange. Celui qui est à l'initiative de ce soutien de sommet, c'est... le PCF! Et c'est lui qui a imposé la LCR au PS, ce dernier n'étant pas très chaud à cosigner avec le groupuscule trotskiste ! Mais? après tout au 2eme tour de 2007, toutes les voix seront bonnes à prendre.

MG Buffet fait souvent estrade avec O Besancenot. Le PCF a présenté une liste commune avec la Ligue à Nancy, (ce qui leur a permis de rentrer dans leur frais de campagne en dépassant les 5 %). La section du 13e arrondissement de Paris a fait un stand commun avec la LCR, ce cas ne doit pas être des cas isolés. À quand la fusion PCF - LCR ? En tout cas, le processus de disparition du PCF semble bien engagé !!

ÉMEUTES DANS LES BANLIEUES

Ceux qui se sont révoltés se sont trompés de cibles. En brûlant les automobiles de leurs voisins de cité, les écoles, les entreprises, ils ont frappé ceux qui ne sont pas responsables. Ils ont pénalisé en général d'autres victimes du système. Ils risquent de tomber dans le piège des politiciens les plus réactionnaires qui espèrent que les événements susciteront une réaction sécuritaire dans la majorité de la population.

Les responsables, ce sont en premier lieu, le Président de la République et son gouvernement avec son ministre de l'Intérieur provocateur; qui recourent à une loi colonialiste de sinistre mémoire pour proclamer l'état d'urgence. Les responsables, ce sont aussi tous ceux qui ont gouverné depuis trente ans en se contentant d'adapter le prix du travail aux pressions toujours plus fortes du marché. Le nombre des chômeurs a dépassé le million au début des années 70. Le pouvoir d'achat baisse en permanence depuis 1980. L'échelle mobile des salaires a été supprimée en 1982. Les retraites et la couverture de la santé ont été réduites sérieusement ces dernières années.

De nombreuses familles sont touchées depuis deux ou trois générations par le chômage, l'emploi précaire et les bas salaires. Les jeunes qui se rebellent ne veulent plus accepter des formations et des stages qui débouchent sur le vide. Ils ne veulent plus se

contenter des incantations sur l'emploi et le dialogue sans stratégie pour la création d'emplois. L'amélioration de la qualité des cités est nécessaire aussi mais pas suffisante. Les mesures pour l'éducation et la santé pour tous sont aussi indispensables mais le développement économique et social est la question centrale pour répondre à l'exigence de la création d'emplois.

Il faut mettre en œuvre des orientations claires : taxer plus fortement les revenus du Capital que ceux du travail en France et en Europe, obtenir de grands investissements par l'Union Européenne et les Etats membres sans s'enfermer dans les limites actuelles de déficits (3 % du PIB). Il faut donc attirer les investisseurs par le financement public de grandes infrastructures ferroviaires, d'usines de production électrique y compris des centrales nucléaires, le développement de la recherche, etc plutôt que par des cadeaux fiscaux au Capital sans contrôle comme c'est le cas aujourd'hui. Il faut rejeter la logique de la décroissance et s'opposer aux accords sur le commerce international qui ne prennent pas en compte l'exigence de progrès social (veto par exemple à l'OMC, mobilisation populaire, ...). Si ces choix ne sont pas faits la situation des populations des banlieues continuera de s'aggraver.

Michel PIERRE

Union de la Gauche : nième mouture

"**Une gauche** bien ancrée à gauche, une alternative à gauche, se situer clairement à gauche... les formules ne manquent pas pour qualifier ce que nous préparent le PS, le PCF, la LCR, les Verts.... pour les présidentielles et les législatives de 2007. En fait, c'est une nouvelle mouture d'expériences que nous avons douloureusement vécues : 1981 avec le programme commun, 1997 avec la gauche plurielle, sans revenir plus en arrière. Des tractations d'appareils vont bon train pour bricoler un accord à gauche avant 2007 avec ou sans programme. L'essentiel pour le PS est "qui apportera le plus de voix".

"L'essentiel" pour le monde politique de gauche, c'est le candidat ! Au PS, on se bouscule au portillon. Le couple Hollande Ségolène Royal est sur les rangs ! Y aura-t-il un désistement familial ? Dominique Strauss Kahn, J. Lang., d'autres... et évidemment Fabius qui se pose en champion de l'anti libéralisme (!). Par contre le PS ne brille pas par ses propositions. Au Pcf, on s'agite beaucoup autour du programme, mais on ne sait pas si on va présenter un candidat. Buffet ou ... Bové. Ira, ira pas ? Le problème, c'est que beaucoup de militants ne sont pas emballés par l'idée d'une candidature d'union; "chat échaudé craint l'eau froide". De toute façon, la bourgeoisie n'a rien à craindre de l'alternance gauche droite. De plus, en temps opportun, on pourra toujours ressortir l'épouvantail Le Pen. Pour faire pencher la balance à droite ...ou à gauche.

JC

• **Abonnez-vous à Réflexions (4 numéros, 10 euros) . CCP 4210612T033**

• **Faites nous part de vos critiques, de vos suggestions.**

• **Envoyez-nous des contributions**